

DEFENSE DES DROITS

I. Plaidoyer (avec Savoir*Devenir)

-ARCOM (ex-CSA), observatoire de l'égalité et du discours de haine; observatoire de la désinformation : auditions des plateformes concernant la désinformation et les élections américaines, la lutte contre le Covid-19

-DGMIC, groupe EMI (ministère de la culture) : échanges de bonnes pratiques ; mobilisation en faveur des politiques en EMI

-EDUCNUM (collectif de la CNIL) : participation aux actions du collectif, telles que les campagnes de sensibilisation aux données et à la vie privée, à la citoyenneté numérique.

-CEMEA, Ligue de l'enseignement et autres ONG de l'éducation populaire dans la société civile : échanges de bonnes pratiques, test de ressources ; formation de formateurs ; participation à des événements régionaux.

-Enjeux e-médias (collectif inter-associatif) : réponses à consultations ; rapports pour ministères ; mobilisations pour certaines causes liées à l'EMI (signalétiques, usages d'Internet par jeunes...).

II Responsabilités et mandats électifs (représentation de la société civile)

IAMCR/AIERI (1996--). ONG avec statut d'observateur à l'UNESCO et ECOSOC

-Membre de la Clearinghouse (2016-23). Liaison avec le siège de l'UNESCO, Paris (1996-2004 ; 2023--).

-Responsable de la section « Recherche en éducation aux médias » (2009-2015). Organisation d'ateliers annuels, appels à contribution, participation à des panels et tables rondes de haut niveau (8-10 par conférence).

-Vice-présidente du conseil d'administration, responsable des affaires internationales (2004-2008). Participation aux débats de l'UNESCO. Participation à l'élaboration de la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles (2003-04) à l'UNESCO. Participation au Sommet mondial sur la société de l'information à l'UNESCO et à l'UIT/ONU à Genève. Organisation des 50 ans de l'AIERI à l'UNESCO (2007).

-Secrétaire générale adjointe (1996-2004). Aide à l'organisation des conférences internationales annuelles, liaison avec UNESCO et autres OIG et ONG.

ECREA (2007--)

Membre ex-officio du conseil consultatif (2012--)

-Membre du bureau exécutif (2008-12). Relations avec d'autres associations internationales de chercheurs, ainsi qu'avec d'autres organismes extérieurs (Commission européenne, UNESCO, etc.).

-Membre fondateur (2000-07). Contribution à la fusion entre l'ECCR et l'ECEA.

AMIL (ex-GAPMIL, 2013--)

-Co-directrice du chapitre européen (2014--). Organisation de forums au niveau européen ou mondial (tous les deux ans) ; création d'une communauté de partage des bonnes pratiques, élaboration de stratégies avec d'autres chapitres au niveau mondial, avec l'UNESCO.

-Membre fondateur (2013--). Valorisation de la communauté des praticiens et des chercheurs en EMI ; plaidoyer auprès d'instances internationales.

WSIS/SMSI (2003-05)

- Participation à NetMUndial, Brésil (2011) dans le cadre du suivi du SMSI. Participation au SMSI+10, ONU New York (2015) dans le cadre du suivi du SMSI.

-Membre du Bureau de la société civile, Sommet mondial sur la société de l'information, Nations unies, Genève (2003-2005). Rédaction de textes marquant les positions de la société civile par rapport aux propositions officielles des Etats membres. Déclaration de clôture au titre de l'éducation et la recherche (2005).

-Coordinateur principal de la famille "éducation, enseignement supérieur et recherche" (2003-2005). Organisation d'événements thématiques et multi-acteurs (standards ouverts pour la formation, éducation aux médias, charte internationale des chercheurs, diversité culturelle). Participation aux différentes réunions préparatoires du sommet en 2 phases (Tunis 2005).

Forum de la Gouvernance d'Internet (2006--)/CSTD (2006-15)

-Rapport annuel, ligne d'action 9 "médias" sur le sous-thème "éducation aux médias", Genève

-Organisation de tables rondes multi-acteurs. Ex : "Façonnez votre avenir numérique ! Disruptive Digital literacies in the era of data governance: addressing "Generation Z" with and beyond education? CICG Genève, décembre 2017

-Organisation ou contribution à Forum de la Gouvernance France, Paris (2015-20)

III. Responsabilités par nomination (représentation de la société civile)

-PIDC (Programme intergouvernemental pour le développement de la communication). Observateur et auditeur du programme (2001-07 ; 2023--).

-PIPT (Programme Information pour tous). Observateur du programme (2001-07)

-ICANN (Société pour l'attribution des noms de domaine et des numéros sur Internet). Membre de la Constituante des utilisateurs non commerciaux (NCUC). Rédactions de documents pour représenter les intérêts de la société civile (2009--)

-Observatoire européen de l'audiovisuel. Membre du Comité consultatif au titre de l'AIERI/IAMCR (2000-2023)

-Groupe d'experts de haut niveau sur la désinformation en ligne. Membre représentant les chercheurs et la société civile, DG-connect (2018-19)

-Groupe d'experts de haut niveau sur la lutte contre la désinformation et la promotion de l'éducation numérique. Membre représentant les enseignants et chercheurs. DG-EAC/DG-Connect (2021-22)

-Réseau des chaires UNESCO en France (2015--). Echanges de bonnes pratiques.

-Commission nationale française pour l'UNESCO. Membre en charge du groupe intersectoriel sur l'éducation aux médias (2003-13). Membre du groupe intersectoriel sur la diversité culturelle (2003-13). Contributions aux programmes et consultations UNESCO au titre de la France (2003-13)

Principales réalisations et réussites

- Nombreuses contributions à des Recommandations de politiques publiques auprès de décideurs et régulateurs (ARCOM, REFRAM, EPRA,...)
- Nombreuses Déclarations et prises de parole pour la société civile dans événements multi-acteurs (SMSI, IGF, ...)
- Collaborations à nombreux réseaux de la société civile, en France (EDUCNUM, Enjeux e-médias), et à l'international (MILID, A-MIL, IAMCR, ECRA...)